



THE **E**CONOMICS OF
LAND **D**EGRADATION



Regreening Africa

Évaluer les perspectives d'une gestion durable des terres en Afrique

Une approche coûts-bénéfices
dans huit pays

sous l'égide du projet financé par l'UE intitulé
**Inverser la dégradation des terres en
Afrique par l'adoption à grande échelle
de l'agroforesterie**



La perte croissante des terres

La dégradation des sols, la désertification et la sécheresse sont des phénomènes de portée générale et mondiale qui représentent une menace croissante pour l'avenir de notre environnement. Ils provoquent la perte des services fournis par les écosystèmes terrestres, qui s'avèrent indispensables pour les moyens d'existence des populations. La production alimentaire, la disponibilité hydrique, la sécurité énergétique et d'autres services fournis par les écosystèmes intacts sont compromis par la perte continue des terres et des sols.



La régression des services écosystémiques produit à son tour un impact négatif sur la capacité productive des économies. A l'échelle mondiale, la perte annuelle consécutive à la déforestation et à la dégradation des sols était estimée à hauteur de 3400 milliards d'euros en 2008, soit l'équivalent de 7,5% du PIB mondial¹.

BOX 1

Services écosystémiques

Les écosystèmes fournissent des services ayant une valeur marchande directe, notamment le charbon, les minéraux ou les cultures, ou une valeur non marchande, qui contribuent de façon indirecte à notre bien-être économique et social. Ces services peuvent paraître moins évidents mais demeurent néanmoins vitaux. Parmi ceux-ci figurent la filtration de l'eau, l'air pur et le recyclage des nutriments.

¹ Initiative ELD (2013): Une initiative mondiale pour la gestion durable des terres

La réaffectation non durable des terres et les pratiques de gestion mal adaptées sont à l'origine des phénomènes susmentionnés, qui sont d'autant plus aggravés par le changement climatique. Cette évolution a des répercussions graves sur la stabilité et les perspectives de développement, en particulier dans de nombreux pays africains.

Menaces et opportunités pour l'Afrique

D'ores et déjà, la désertification affecte environ 45% du continent africain, d'où la nécessité impérieuse d'agir. L'inaction face à cette menace pourrait entraîner des conséquences négatives majeures pour les PIB et les perspectives de développement durable.

Une étude récemment menée en Afrique a montré que la dégradation des 105 millions d'hectares de terres arables par an² se traduit par une perte annuelle de 280 millions de tonnes de céréales. Les pratiques durables de gestion des terres, telles que le paillage, la fumure organique, la culture en terrasses, la rétention des eaux de pluie et la régénération végétative, peuvent contribuer à lutter efficacement contre l'érosion et à prévenir la perte des couches superficielles fertiles. Les processus de dégradation pourraient même être inversés. La mise en place de ces méthodes pourrait engendrer des bénéfices représentant plus de sept fois les coûts occasionnés. La sécurité alimentaire s'en trouverait améliorée, tandis que les revenus nationaux augmenteraient, avec à la clé une stabilisation des prix des denrées alimentaires et un renforcement des moyens d'existence des pauvres en milieu rural.

BOX 2

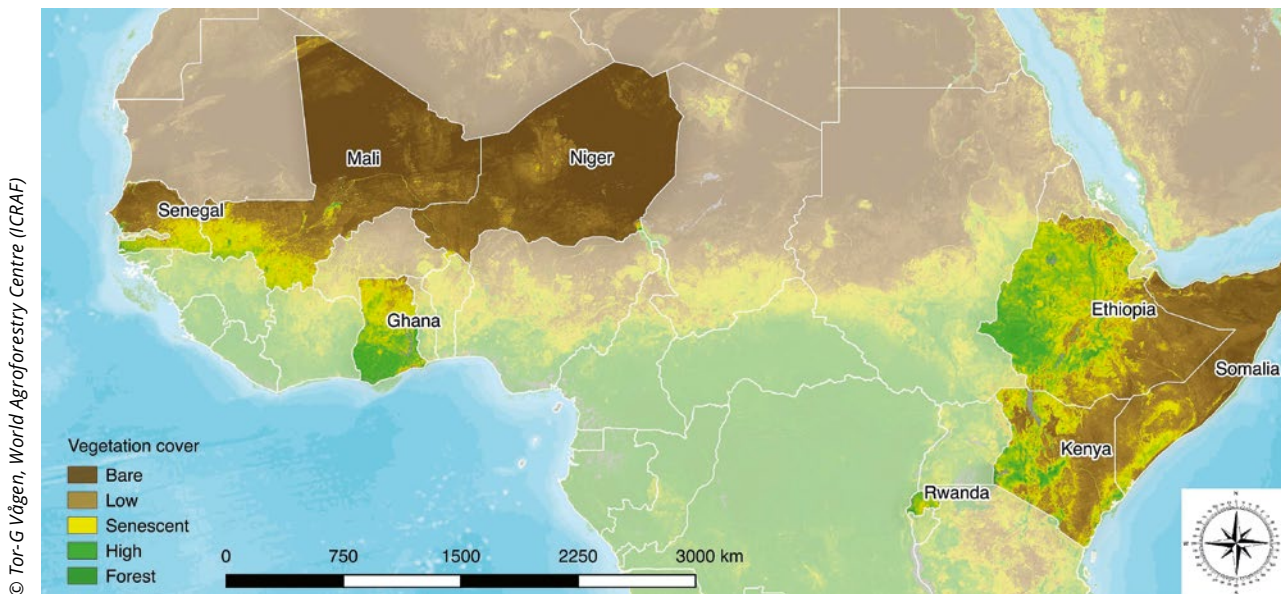
L'Agenda 2030 pour le développement durable

L'Agenda 2030 pour le développement durable souligne l'importance d'œuvrer à la conservation et à l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, conformément à l'objectif de développement durable (ODD) 15, ainsi que d'inverser le processus de dégradation des sols et de parvenir à un monde sans dégradation des sols, comme le stipule la cible 3 de cet objectif. Cette cible est au centre des activités de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNULD).

² Initiative ELD & PNUE (2015): L'économie de la dégradation des sols en Afrique: les avantages de l'action l'emportent sur les coûts. Disponible sur le site www.eld-initiative.org.

FIGURE 1

Pays bénéficiaires du projet en Afrique



Cette carte géographique n'est fournie qu'à titre d'information et ne constitue nullement une reconnaissance des frontières internationales ou des régions. La GIZ ne garantit pas la validité, l'exactitude ou le caractère complet de ces cartes, et décline toute responsabilité découlant de l'utilisation des informations qui y figurent.

Vers une inversion du processus de dégradation des terres

Lancé en 2017, le projet «Inverser la dégradation des terres en Afrique par l'adoption à grande échelle de l'agroforesterie» vise à renforcer les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique en restaurant les services écosystémiques. Les pays bénéficiaires de ce projet sont l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Mali, le Niger, le Rwanda, le Sénégal et la Somalie. Il est conjointement mis en œuvre par l'Initiative *Economics of Land Degradation (ELD)* et le *Centre international pour la Recherche en Agroforesterie (ICRAF)*, sur financement de la *Commission européenne*, avec un cofinancement du *Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)*.

L'ICRAF aide les pays bénéficiaires à mettre au point des outils analytiques et des mesures de surveillance efficaces concernant la dynamique de la dégradation des terres. Les données qui en résultent servent de base à un processus décisionnel éclairé et stratégique sur la gestion des terres. En outre, dans le cadre d'un consortium avec des ONG, les approches d'une agriculture pérenne, telles que la régénération naturelle axée sur les agriculteurs et les mesures de reverdissement par les petits exploitants, sont

prises en œuvre à grande échelle, en conjonction avec le développement des chaînes de valeur liées à l'agroforesterie.

L'Initiative ELD sensibilise le public sur les menaces et les opportunités que comportent les différentes options d'utilisation des terres, à travers l'appui et le partage des analyses coût-bénéfice dans chaque pays cible. Parallèlement, elle contribue à renforcer la capacité des experts nationaux à évaluer les retombées économiques des investissements ciblant la gestion des terres, compte tenu des coûts de la dégradation de celles-ci. Cette évaluation fournit aux décideurs politiques et aux administrateurs des informations scientifiques sur les conséquences économiques de la dégradation des terres et les voies alternatives pour réaliser la croissance en milieu rural.

Le renforcement des capacités en vue d'une action éclairée

Les activités de l'Initiative ELD en Afrique sont axées sur les principaux organismes intervenant dans les domaines de la recherche et de la politique au niveau national, et privilégient le développement conjoint de méthodes d'évaluation économique sur la base des nombreuses options qui s'offrent pour l'utilisation des terres.



Ces derniers mois, l'Initiative ELD a organisé des formations sur son approche pour les acteurs politiques ainsi que les chercheurs des pays partenaires. Plus de 100 experts issus d'universités, d'organismes publics et d'ONG ont à ce jour déjà participé à ces formations. La prochaine étape pour les institutions nationales est d'analyser les coûts de la dégradation des terres et les bénéfices de l'action dans des zones sensibles sur le plan de la dégradation des terres, identifiées précédemment en coopération avec toutes les parties prenantes. L'Initiative ELD offre un suivi par des experts internationaux pour la réalisation des études, mais aussi pour le développement de recommandations politiques. Grâce aux échanges avec la communauté internationale des chercheurs, les participants peuvent aussi renforcer leurs compétences liées à l'analyse des questions de la gestion de ressources terrestres sous l'angle socioéconomique, environnemental et économique, et mettre au point des solutions politiques appropriées.

Les avantages monétaires des approches de l'utilisation durable des terres sont partagés avec les principaux décideurs et parties prenantes dans les secteurs concernés, en mettant l'accent sur les différents niveaux de gouvernance et en utilisant des outils de communication adaptés.

En définitive, le projet fournit une base économique solide pour la prise de décisions politiques et/ou d'investissement qui systématiquement internalisent les questions de durabilité.



Funded by the
European Union



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne.
Le contenu de la publication ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

BOX 3

Initiative ELD

ELD est une initiative lancée en 2011 par la Commission européenne, le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement et la Convention des Nations Unies pour la Lutte contre la Désertification. Elle est appuyée par un vaste réseau de partenaires et vise à opérer, à l'échelle mondiale, une transformation dans la compréhension de la valeur économique des terres productives et à familiariser davantage les parties prenantes aux arguments socioéconomiques, l'objectif étant d'améliorer la gestion durable des terres.

Le calcul de la valeur des terres est une tâche complexe. C'est pourquoi l'Initiative ELD offre des outils et méthodes d'évaluation éprouvés qui aideront les parties prenantes à établir la rentabilité des terres et de leur utilisation à travers une évaluation économique globale, et à prendre en compte les résultats qui en découleront dans le processus décisionnel. Cette approche montre que la valeur des terres est sous-évaluée et qu'elle est parfois ignorée dans les décisions de gestion ainsi que politiques. Une évaluation économique en pleine connaissance de cause constitue une composante cruciale du processus de planification, dans la mesure où l'économie est un langage neutre et égalitaire dont les différents groupes se servent pour discuter de leurs besoins, y compris les coûts et les avantages afférents, et s'accorder sur des stratégies optimales, mutuellement acceptables et durables pour la gestion des terres.

La coordination de l'initiative est assurée par un Secrétariat abrité par le projet sectoriel BoDeN de la GIZ dans les locaux de la GIZ à Bonn (Allemagne).

Pour plus d'informations, prière de visiter le site:
www.eld-initiative.org

■ ELD Secretariat
info@eld-initiative.org
Mark Schauer
c/o Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Friedrich-Ebert-Allee 36
53113 Bonn, Germany